

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET CLIMAT

Les affirmations qui ont cours dans les domaines de la transition énergétique et du climat sont fréquemment des défis au bon sens, pour ne pas dire des contrevérités.

Dix de ces contrevérités font l'objet des fiches qui figurent ci-après.

- S'agissant de la transition énergétique, la première contrevérité réside dans l'affirmation qu'il serait possible de remplacer des sources d'électricité continues – qu'elles soient nucléaires ou non – par les énergies éoliennes ou solaires dont la principale caractéristique est d'être avant tout intermittentes malgré leur qualification de « renouvelables ».
- S'agissant du climat, la contrevérité majeure réside dans l'affirmation par le GIEC qu'il serait possible de réduire les émissions mondiales de CO₂ et que c'est là une question de volonté politique. C'est oublier que les émissions de CO₂ sont pour l'essentiel une conséquence incontournable de l'usage des hydrocarbures – pétrole, charbon, et gaz naturel – et que l'humanité ne peut se passer de ceux-ci. L'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) prévoit donc logiquement que le recours par l'humanité aux hydrocarbures va continuer à *s'accroître* au cours des décennies à venir, et qu'il en ira inéluctablement de même pour les émissions planétaires de CO₂.

Affirmer qu'il serait possible de réduire celles-ci est non seulement irréaliste mais coupable. La demande du GIEC de diviser par deux les émissions de CO₂ de la planète d'ici 2050 reviendrait à condamner les pays pauvres qui émettent aujourd'hui en moyenne 1,5 tonne de CO₂ par habitant et par an à rester dans la pauvreté, car ils ont tout autant besoin de pétrole, de charbon et de gaz naturel que les pays riches – qui émettent 10 tonnes en moyenne par habitant et par an. .

C'est pourquoi les pays pauvres refuseront tout accord de réduction de leurs émissions lors de la Conférence de Paris de fin 2015 qui est ainsi vouée à l'échec.

Fort heureusement, les prévisions dramatiques d'évolution du climat dont fait état le GIEC sont démenties par le constat que la température terrestre a cessé de s'élever depuis plus de 15 ans, contrairement aux prévisions de tous les modèles informatiques censés faire référence.

CONTREVÉRITÉ N° 1

« Les énergies renouvelables (éoliennes, solaires) peuvent remplacer le tiers des centrales nucléaires (objectif du projet de loi sur la transition énergétique). »

La vérité

Les énergies renouvelables sont des énergies intermittentes et ne produisent significativement de l'électricité qu'une faible fraction du temps (un quart au plus sur l'année). Il faut donc tout prévoir en double pour ne pas paralyser le pays lorsqu'il n'y a pas de soleil ou de vent.

En pratique, pour ramener à 50 % au lieu de 75 % la part du nucléaire dans la production nationale d'électricité, il faudrait construire 20 centrales à charbon de forte puissance – ce qui accroîtrait de 10 millions de tonnes par an les émissions de CO₂ et coûterait des dizaines de milliards – et dépenser en faveur des énergies renouvelables 300 milliards d'euros d'ici 2020 pour respecter les objectifs du projet de loi sur la transition énergétique, ce qui doublerait la facture d'électricité pour le consommateur. C'est ce qui se passe actuellement en Allemagne.

Il faut ajouter que la vogue dont bénéficient les énergies renouvelables tient largement à une cause sémantique. Le terme « renouvelable » induit dans l'opinion publique l'idée qu'il s'agit de sources continues et fiables, voire gratuites. Ce vocable est trompeur sinon mensonger et devrait être banni, et le mot renouvelable remplacé par celui d'« intermittent » qui traduit seul la vérité.

La « transition énergétique » prévue par le projet de loi actuellement en cours d'examen en France est en réalité physiquement impossible.

CONTREVÉRITÉ N° 2

« La Conférence de Paris va permettre de « sauver la planète » du risque de réchauffement climatique en supprimant progressivement les émissions mondiales de CO₂, et c'est possible. (Affirmation du GIEC). »

La vérité

La Conférence de Paris aboutira à un fiasco retentissant.

A la demande du GIEC, émanation des Nations-Unies, la Conférence de Paris de la fin 2015 a pour objectif affiché de réduire de moitié environ d'ici 2050 les émissions planétaires de CO₂ d'origine humaine, puis de les supprimer entièrement avant la fin du siècle afin d'aboutir à une économie « décarbonée ».

C'est oublier que ces émissions sont pour l'essentiel la conséquence incontournable du recours aux hydrocarbures : pétrole, charbon et gaz naturel. Demander la suppression des émissions de CO₂ revient en réalité à demander à l'humanité de se passer de pétrole, de charbon et de gaz naturel, ce qui est à la fois irréaliste et coupable.

C'est irréaliste parce qu'il n'y a aujourd'hui aucun substitut possible aux hydrocarbures, et notamment pas les énergies intermittentes (éolien et solaire), contrairement aux affirmations du GIEC qui déclare « qu'en 2050, 80 % des besoins énergétiques de l'humanité pourraient être satisfaits par les énergies renouvelables » !

L'Agence Internationale de l'Énergie ne s'y trompe pas. Dans son dernier rapport annuel, elle précise au contraire que la consommation d'hydrocarbures va continuer à s'accroître d'ici 2040, de telle sorte que les émissions planétaires de CO₂ vont augmenter de 20 % au moins par rapport à leur niveau actuel. Qui pourrait croire dans ces conditions les affirmations absurdes du GIEC ?

C'est en outre coupable, car ce serait condamner la majorité de l'humanité à rester dans la pauvreté en lui interdisant d'avoir recours aux hydrocarbures sur lesquels les pays développés ont bâti leur prospérité. Les pays pauvres émettent aujourd'hui en moyenne 1,5 tonne de CO₂ par habitant contre près de 10 pour les pays développés !

De facto, le GIEC veut imposer aux pays pauvres de rester pauvres.

C'est pourquoi, comme ils ne cessent de le répéter depuis des années, les pays pauvres n'accepteront jamais de souscrire à un accord de limitation de leurs émissions de CO₂. Un tel accord leur interdirait en fait d'accéder à la prospérité, sauf à obtenir des pays riches des compensations financières illusoire – 100 milliards de dollars par an au minimum et sans doute beaucoup plus.

Pour sa part l'accord récent entre les Présidents américain et chinois n'est qu'un trompe l'œil : celui-ci n'a fait qu'entériner les émissions prévues des deux pays, qui sont sans rapport avec les demandes du GIEC.

Enfin, la planète n'est pas en danger extrême et pourra facilement supporter des variations de températures, quelles qu'elles soient effectivement.

ÉMISSIONS DE CO₂ (milliards de tonnes)

	Situation 2012	Prévisions AIE pour 2040	Demandes du GIEC pour 2040
Pays développés (1)	9,6	7,2	3,7
Chine	8,2	10	3,6
Inde	2	4,5	2,2

(1) États-Unis, Union Européenne, Japon

Source : Rapport annuel de l'Agence Internationale de l'Energie
World Energy Outlook 2014 (page 93).

Les demandes du GIEC de division par deux des émissions mondiales de CO₂ au milieu du siècle sont irréalistes. Il faudrait pour cela que les pays développés divisent leurs émissions par près de trois, la Chine par plus de deux et que l'Inde et que les autres pays pauvres renoncent à accroître leur consommation de pétrole, de charbon et de gaz naturel, c'est-à-dire à se développer. Il n'y a aucune chance qu'ils acceptent, et la Conférence Mondiale de Paris est condamnée à l'échec.

SITUATION 2012 (Données AIE)

	Population milliards d'habitants	Émissions de CO ₂ (milliards de tonnes)	Émissions de CO ₂ par habitant
Pays développés et assimilés (1)	1,814 milliard	16,525 milliards de tonnes	9,1 tonnes
Chine	1,358 milliard	8,251 milliards de tonnes	6,1 tonnes
Reste du monde (2)	3,870 milliards	5,878 milliards de tonnes	1,5 tonne
Total mondial	7,037 milliards	31,734 milliards de tonnes	4,5 tonnes

(1) OCDE + Moyen-Orient + Europe et Eurasie non OCDE

(2) Reste de l'Asie + Amérique latine non OCDE + Afrique

DEMANDE DU GIEC POUR 2050
(Division par deux des émissions planétaires de CO₂)
Hypothèse de répartition

	Population milliards d'habitants	Émissions de CO₂ (milliards de tonnes)	Émissions de CO₂ par habitant
Pays développés et assimilés (1)	1,700 milliard	5 milliards de tonnes	2,9 tonnes
Chine	1,400 milliard	4 milliards de tonnes	2,8 tonnes
Reste du monde (2)	5,000 milliards	7 milliards de tonnes	1,4 tonne
Total mondial	8,100 milliards	16 milliards de tonnes	1,9 tonne

(1) OCDE + Moyen-Orient + Europe et Eurasie non OCDE

(2) Reste de l'Asie+ Amérique latine non OCDE + Afrique

SITUATION ENVISAGEABLE EN 2050 EN COHÉRENCE
AVEC LES PRÉVISIONS DE L'AIE POUR 2040

	Population milliards d'habitants	Émissions de CO₂ (milliards de tonnes)	Émissions de CO₂ par habitant
Pays développés et assimilés	1,700 milliard	13,6 milliards de tonnes	8 tonnes
Chine	1,400 milliard	11,2milliards de tonnes	8 tonnes
Reste du monde	5,000 milliards	15,2milliards de tonnes	3 tonnes
Total mondial	8,100 milliards	40 milliards de tonnes	4,9 tonnes

CONTREVÉRITÉ N° 3

« *La terre se réchauffe dangereusement. (Affirmation du GIEC)* »

La vérité

Depuis 1850 – fin du « petit âge glaciaire » - jusqu'à l'époque actuelle, les sources les plus officielles indiquent que le climat de la planète a constamment varié dans d'étroites limites, passant de phases de léger réchauffement à des phases de léger refroidissement ou de stabilité.

Au total, la température terrestre moyenne ne s'est pas accrue de plus de 0,8 degré en plus d'un siècle et demi, passant de 13,7 degrés à 14,5. (cf. courbe jointe). De telles variations sont minimales par rapport à celles que la Terre a connues dans le passé et qui ont été souvent d'une tout autre ampleur.

Plus précisément, depuis l'origine des émissions importantes de CO₂ d'origine anthropique dans l'atmosphère il y a une soixantaine d'années, la température moyenne de la terre a connu trois phases distinctes :

- De 1950 à 1975 elle a légèrement décliné.

- De 1975 à 1998 elle s'est accrue de 0,6 degré.

- **Mais depuis 1998, c'est-à-dire plus de 15 ans, tout réchauffement a cessé contrairement aux déclarations officielles qui masquent cette réalité. (cf. courbe jointe).**

Quant à la température moyenne du globe enregistrée en 2014, elle ne modifie en rien ce constat.

Au total, et contrairement aux époques précédentes, la température terrestre fait preuve d'une remarquable stabilité depuis plus d'un siècle et demi et aucun signe de changement inquiétant n'est décelable à ce jour, ni ne peut être valablement estimé pour les décennies à venir.

.

CONTREVÉRITÉ N° 4

« Le climat de la France connaît une dégradation marquée et la situation ne peut qu'empirer. (Nombreux médias). »

La vérité.

Il est exact que la France a connu en 2014 un record de chaleur, mais il ne faudrait pas en tirer des conclusions erronées. Une seule année n'est pas représentative. De surcroît, la France ne représente qu'un millième de la surface de la planète, et d'autres parties du globe ont connu en 2014 des températures qui n'avaient rien d'exceptionnelles. L'année a même été plutôt froide dans l'Est des États-Unis.

Si l'on considère maintenant ce qui s'est passé en France au cours des vingt-cinq dernières années, il est impossible de déceler pendant cette période une tendance au changement (cf. figure jointe), même si les températures moyennes enregistrées sont très légèrement supérieures à ce qu'elles étaient il y a un demi-siècle.

Il est intéressant de noter incidemment que l'écart moyen de température s'établit à 5 degrés entre Lille et Marseille sans que les populations concernées paraissent en souffrir (sans parler de l'écart entre Stockholm et Dakar qui excède 20 degrés...).

S'agissant des précipitations, le constat est le même : au-delà des fluctuations annuelles imputables au hasard, aucune tendance ne se dégage.

Quant aux évènements « cévenols » qui ont défrayé la chronique en 2014, il est vrai qu'ils ont été particulièrement nombreux. Mais il serait tout aussi erroné de vouloir en dégager une quelconque conclusion. Sur l'ensemble des deux décennies écoulées, aucune tendance ne se dégage là non plus.

En conclusion, Il n'y a aucune raison d'admettre que la situation doive nécessairement empirer.

CONTREVÉRITÉ N° 5

« Si rien n'est fait, la planète sera confrontée au cours du présent siècle à un réchauffement dramatique, et il faut tout faire pour limiter celui-ci à 2 degrés. (Demande du GIEC). »

La vérité :

Cette affirmation ne repose que sur une seule hypothèse : la température planétaire serait liée à la concentration de CO₂ dans l'atmosphère, qui s'accroît régulièrement.

Tous les modèles informatiques qui prévoient une élévation de la température du globe au cours du 21^{ème} siècle ne font que prolonger selon des modalités diverses l'accroissement de 0,6 degré constaté entre 1975 et 1998. Ils supposent donc que celui-ci aurait été dû à l'augmentation de la teneur en CO₂ de l'atmosphère au cours des 23 années concernées.

Or cette hypothèse est contredite par ce qui s'est passé à la fois avant et après cette période. Alors que l'accroissement de la teneur de l'atmosphère en CO₂ a véritablement débuté vers 1950, il n'y a eu aucune élévation de la température de 1950 à 1975 (mais plutôt une tendance à une légère baisse), ni de 1998 à 2014, c'est-à-dire pendant plus de 40 ans au total.

Ce constat conforte l'opinion des multiples scientifiques qui affirment depuis des décennies que la concentration de CO₂ dans l'atmosphère est beaucoup trop faible pour que ses variations puissent avoir une influence significative sur le climat, et que ce sont d'autres facteurs qui expliquent ses variations.

Malgré son accroissement récent, la concentration actuelle de CO₂ n'excède pas en effet aujourd'hui 400 ppm (parties par million) c'est-à-dire 0,04 % ! La vapeur d'eau est 100 fois plus présente. Ce qui se passe depuis 1998 et qui contredit toutes les prévisions officielles passées apporte un démenti aux responsables du GIEC qui affirment depuis des années que « *le débat est clos* » et que « *la science a parlé* ».

Selon toute probabilité, le climat ne dépend pas du CO₂ et des activités humaines, ce qui rend illusoire toute tentative de vouloir influencer sur lui, et sans objet toutes les réunions, débats, recommandations, et « décisions » prises depuis un quart de siècle au plus haut niveau des instances planétaires, régionales, nationales, ou locales.

Le réchauffement n'est pas certain et surtout, il n'y a aucune raison qu'il soit « dramatique ».

CONTREVÉRITÉ N° 6

« *Le GIEC est un organisme composé de scientifiques éminents ; pourquoi nous tromperaient-ils tous ?* »

La vérité

Contrairement à ce qu'affirment ses responsables, l'organisme connu en France sous le nom de GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) n'est pas composé d'experts du climat, mais de représentants des gouvernements

A vrai dire, son intitulé en français (et dans d'autres langues) est en lui-même un mensonge caractérisé. Le titre réel de l'organisme est : Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). Le mot *expert* n'y figure pas, car il s'agit d'un organisme essentiellement administratif, auquel chacun des 195 pays membres de l'ONU est représenté par un délégué.

Son organisme directeur est un bureau de 31 membres qui représentent chacun un pays différent. Or les véritables experts du climat sont très peu nombreux au niveau mondial, et très peu de pays en disposent.

Un examen des biographies de 31 membres du Bureau du GIEC (et du Comité Directeur qui en est l'émanation) montre qu'*aucun* de ceux-ci n'a été diplômé dans le domaine du climat. La plupart d'entre eux ne peuvent d'ailleurs afficher que des diplômes délivrés par des établissements d'enseignement peu connus, et certains n'ont aucun diplôme. Le président de l'organisme lui-même, l'Indien Rajenda Pachauri, par exemple, a reçu une formation d'ingénieur des chemins de fer.

Ce sont des représentants des gouvernements et il n'y a donc rien d'étonnant à ce que leur profil soit le plus souvent administratif plus que scientifique, et qu'ils ne soient pas à même de contrôler et d'interpréter le travail des multiples experts qu'ils font travailler.

Dans de telles conditions, ces délégués sont très mal préparés pour expertiser de façon critique et pertinente des phénomènes aussi complexes que le climat et ses changements. Ceci explique qu'ils adhèrent sans réserve à la théorie dominante devenue « officielle » de l'influence de l'homme sur celui-ci.

Étant choisis par les Ministères en charge de l'écologie des différents pays, il ne faut pas s'étonner qu'ils soient très souvent des activistes qui n'hésitent pas à se présenter comme « experts du climat » alors qu'ils n'en ont nullement la qualification ; le plus souvent.

Lorsqu'ils s'expriment dans leur pays respectif, auréolés de surcroît du « Prix Nobel de la Paix » qui a été décerné au GIEC, et étant persuadés d'agir pour le bien de l'humanité, ils emportent la conviction des gouvernants et des médias et balayent toute opposition, n'hésitant pas à vilipender ceux qui mettent en doute leur point de vue. Nous sommes très loin d'une démarche scientifique loyale.

CONTREVÉRITÉ N° 7

« Le réchauffement de la planète aura des conséquences catastrophiques dont certaines sont déjà visibles » (les 5 rapports du GIEC : 1990, 1995, 2001, 2007, 2014).

La vérité

La plupart des « catastrophes » annoncées sont imaginaires ou démesurément exagérées.

La montée des eaux maritimes

Celle-ci n'est que de 2 à 3 millimètres par an, soit 2 à 3 centimètres par décennie, et ne s'accélère pas. Aucun pays ni aucune région ne sont évidemment en danger de ce fait, contrairement aux allégations sans cesse réitérées.

Les ouragans et cyclones.

Aucune tendance à l'accroissement de la fréquence ou de la violence de ces événements météorologiques n'a été recensée. Ceux-ci ont toujours existé, et leurs conséquences en termes de vies humaines perdues sont beaucoup moins graves qu'autrefois car les populations menacées peuvent presque toujours être prévenues à l'avance et mises à l'abri.

Les espèces menacées.

Comme cela a été le cas autrefois dans notre propre pays, l'espace vital de certaines espèces animales se réduit du fait du développement des activités humaines. Mais c'est loin d'être toujours le cas. Le nombre des ours blancs, dont chacun connaît le caractère emblématique pour les écologistes, ne cesse ainsi de croître. Il est passé de 8 000 à plus de 20 000 en trente ans, de sorte que le Canada et le Groenland ont dû rouvrir la chasse pour limiter leur prolifération devenue dangereuse pour les populations locales.

La fonte des glaciers et de la banquise.

Plus de 90 % de la glace stockée sur la planète se situe en Antarctique. Or la couverture glaciaire de celui-ci s'accroît, et ceci compense largement la fluctuation de la surface de la banquise arctique, qui est de surcroît irrégulière d'une année à l'autre.

La sécheresse et les rendements agricoles.

Il n'y a aucun signe de catastrophe généralisée. Bien au contraire, la production agricole mondiale ne cesse de s'accroître décennie après décennie. L'accroissement de la teneur en CO₂ de l'atmosphère ne peut d'ailleurs qu'y être favorable.

CONTREVÉRITÉ N° 8

« L'économie verte va créer des centaines de milliers d'emplois. (Affirmations ministérielles). »

La vérité

Il est exact que des emplois sont créés localement à l'occasion du développement de « l'économie verte ». C'est par exemple temporairement le cas lorsque sont installés des éoliennes, des panneaux photovoltaïques, lorsque sont mises en œuvre des mesures d'isolation des bâtiments, ou lorsque sont développés des réseaux ferrés ou de transport en commun.

Mais, sans même parler du fait que certains de ces emplois prennent place à l'étranger, la très grande majorité des dépenses correspondantes doit être couverte par des subventions visibles ou déguisées (cas de l'électricité), ou bien résulter de réglementations imposées aux usagers (normes de construction...) qui renchérissent les coûts.

Le financement des dépenses correspondantes accroît alors les charges qui pèsent sur les particuliers et les entreprises.

C'est pourquoi toutes les études économiques aboutissent à la même conclusion : chaque fois que l'on parle de la **création** de 100 000 emplois dans « l'économie verte » subventionnée, il faut savoir que cette création entraîne ipso facto la **destruction** ailleurs de 150 000 à 200 000 emplois dans l'économie compétitive. Le bilan est donc négatif et non positif.

D'ailleurs, les emplois verts disparaissent dès que les subventions cessent, et c'est ce qui se passe actuellement dans des pays tels que l'Allemagne ou l'Espagne, ou comme on a pu l'observer en France, suite à la suppression des aides pour le photovoltaïque.

CONTREVÉRITÉ N° 9

« La création d'une « taxe carbone » universelle lors de la Conférence de Paris sera la clé de la lutte contre les émissions de CO₂ (François Hollande). »

La vérité

Le pétrole, le charbon et le gaz naturel sont tellement indispensables à la prospérité des pays riches et à la sortie de la pauvreté des autres, qu'il serait nécessaire de taxer les émissions de CO₂ à un niveau prohibitif pour avoir une influence majeure sur leur usage, comme le montre l'exemple des carburants routiers.

En Europe, l'essence et le gasoil font l'objet de très lourdes taxations qui constituent exactement des « taxes carbone » avant la lettre puisqu'elles sont proportionnelles à la quantité de carburant consommée, et donc aux rejets de CO₂.

En France ces taxes, qui portent désormais le nom de TICPE (Taxe Intérieure sur la Consommation de Produits Energétiques) et non plus de TIPP, sont de l'ordre de 0,65 euro par litre (auxquels s'ajoute depuis le 1er janvier 2015 une nouvelle taxation de 0,02 euro par litre, intitulée cette fois ci « taxe carbone »).

Comme l'utilisation de chaque litre de carburant émet environ 2,5 kilogrammes de CO₂ dans l'atmosphère, ces taxes équivalent donc à une taxation de 268 euros par tonne de CO₂ émise.

Un tel niveau n'a rien à voir avec ceux qui sont le plus souvent avancés pour une éventuelle « taxe carbone » universelle, qui se situent entre 20 et 50 dollars par tonne. Or la taxation évoquée ci-dessus (268 euros par tonne) n'a nullement empêché les Européens d'avoir recours à l'automobile pour 90 % de leurs déplacements et au camion pour l'essentiel de leurs transports de marchandises.

Plus que d'avoir un impact significatif sur les émissions de CO₂, une taxe carbone aurait surtout pour conséquence de renchérir le coût de multiples activités et d'être un frein à l'économie et à l'emploi. A juste titre, elle serait simplement ressentie par l'opinion comme une taxe supplémentaire qui s'ajouterait aux multiples autres.

Nous sommes incapables d'imaginer la moindre mesure justifiée qui soit efficace pour modifier les évolutions climatiques supposées. Toutes les dépenses imaginées en vue de cet objectif seront effectuées en pure perte. Une des règles de l'économie la plus judicieuse, consiste à investir nos moyens forcément limités, à bon escient. Ici, les causes originelles, les objectifs et la pertinence des moyens mis en œuvre sont lourdement entachés d'incertitudes.

CONTREVÉRITÉ N° 10

« Les hydrocarbures vont bientôt manquer. (Suite du rapport du Club de Rome). »

La vérité

Les réserves de pétrole, de gaz naturel et de charbon sont beaucoup plus importantes que ce que l'on pensait.

Au moment du rapport du Club de Rome (1972) les réserves prouvées de pétrole étaient estimées à 30 ans de la consommation de l'époque. Aujourd'hui, les réserves prouvées sont estimées correspondre à 55 ans au rythme de la consommation annuelle actuelle, qui est pourtant deux fois plus importante qu'à l'époque du Club de Rome, et ceci malgré les quantités considérables qui ont été extraites du sous-sol pendant plus de 40 ans. De surcroît, les réserves réelles exploitables sont très supérieures aux réserves « prouvées ».

S'agissant du gaz naturel, les réserves « prouvées » sont aujourd'hui estimées à près de 60 années au rythme de la consommation actuelle. Mais, là aussi, ces estimations sont très inférieures à la réalité des réserves exploitables. Chacun connaît la révolution apportée par le « gaz de schiste », dont les réserves s'avèrent considérables aux États-Unis – plus de 100 ans de la consommation américaine – et le sont probablement ailleurs.

Enfin, les réserves prouvées de charbon s'élèvent à 120 ans au rythme de la consommation actuelle, mais de nombreux gisements n'ont pas encore été évalués.

Il apparaît en définitive que les gisements d'hydrocarbures sont beaucoup plus importants que ce que l'on pouvait penser, même s'il faut s'attendre à ce qu'ils soient pour certains coûteux à exploiter. Certes, ils ne sont pas infinis, mais il ne fait aujourd'hui guère de doute qu'ils sont suffisamment amples pour qu'aucune pénurie d'ordre physique ne soit à craindre au cours du XXI^{ème} siècle, ce qui n'empêche pas que des tensions puissent apparaître sur les différents marchés, et notamment celui du pétrole, entraînant des fluctuations parfois brutales des cours mondiaux.

Il s'agit en définitive d'une excellente nouvelle, à la fois pour la prospérité des pays riches, mais plus encore pour la sortie de la misère des habitants des pays pauvres qui constituent la majeure part de l'humanité.

Il convient d'ajouter que l'idée parfois avancée qu'il serait possible de laisser dans le sous-sol de la planète sans les utiliser une partie des hydrocarbures qu'il contient est clairement irréaliste, et serait surtout coupable car elle condamnerait toute une partie de l'humanité à ne pas sortir de la pauvreté.